

Urgel-Eugène Archambault. Une vie au service de l'instruction publique. Par Robert Gagnon. Montréal : Boréal, 2013. 300 p., notes, index, ill., bibl.. ISBN 978-2-7646-2251-3, 27,95 \$

Christian Dessureault

Volume 38, Number 2, 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1037949ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1037949ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

CSTHA/AHSTC

ISSN

1918-7750 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Dessureault, C. (2015). Review of [*Urgel-Eugène Archambault. Une vie au service de l'instruction publique.* Par Robert Gagnon. Montréal : Boréal, 2013. 300 p., notes, index, ill., bibl.. ISBN 978-2-7646-2251-3, 27,95 \$]. *Scientia Canadensis*, 38(2), 91–93. <https://doi.org/10.7202/1037949ar>

Book Reviews / **Comptes rendus**

General / **Général**

Urgel-Eugène Archambault. Une vie au service de l'instruction publique. Par Robert Gagnon. Montréal: Boréal, 2013. 300 p., notes, index, ill., bibl.. ISBN 978-2-7646-2251-3, 27,95 \$.

Dans ce livre, Robert Gagnon propose la biographie de l'un des principaux acteurs du monde de l'éducation à Montréal dans la seconde moitié du XIX^e siècle : Urgel-Eugène Archambault. L'auteur connaissait déjà bien ce personnage dont il avait analysé brièvement les rôles dans ses ouvrages sur la CECM et sur l'École Polytechnique de Montréal. Dans l'introduction, l'auteur rappelle, en citant Jacques Le Goff que : « c'est un des charmes et des risques majeurs de la biographie historique que le lien qui s'instaure et se développe entre l'historien et son personnage » (7). Pour contrer les risques liés à un attachement excessif envers « son personnage », l'auteur plaide pour une approche sociale de la biographie et pour une méthodologie respectant les normes disciplinaires reconnues. L'auteur envisage ainsi de mettre l'accent sur la place et sur le rôle de ce personnage dans les structures de pouvoir de l'époque et sur son insertion dans des réseaux sociaux. Dans cette perspective, cette biographie peut nous aider à mieux comprendre le rôle d'un acteur social — un enseignant devenu un important bureaucrate — dans l'évolution de la structure scolaire à Montréal durant la seconde moitié du XIX^e siècle.

Le premier chapitre « Le jeune homme de Lanaudière » comprend deux parties distinctes. Dans la première partie, l'auteur décrit l'évolution de structures scolaires des écoles de syndics jusqu'en 1875 en insistant sur la mise en place, après 1840, du système des commissions scolaires dans lequel se déroulera la carrière d'Archambault d'abord comme enseignant, puis comme administrateur scolaire. Dans cette partie, il évoque brièvement la formation limitée des instituteurs de l'époque dont une minorité d'individus seulement ont fréquenté l'École normale supérieure. L'auteur présente aussi, dans cette même partie, les deux principales conceptions concurrentes de l'éducation après 1840 : une conception ultramontaine qui revendique un rôle prédominant pour l'Église dans ce secteur et une

conception libérale « modérée » et pragmatique où l'État coordonne un système scolaire visant à préparer des enfants capables de participer, une fois adultes, à une société démocratique et à contribuer à la prospérité de la nation. La création d'un système scolaire public est d'abord l'initiative de penseurs et de politiciens libéraux; mais, dans le contexte politique du milieu du XIX^e siècle, le clergé se voit concéder de plus en plus de place dans le fonctionnement du système scolaire public québécois. Par ailleurs, pour la plupart des tenants de ces deux visions, l'éducation supérieure est réservée à une élite tandis que l'accès à l'école de la plupart des enfants des classes populaires se limite à une instruction primaire. La seconde partie porte sur la formation académique d'Archambault de l'école primaire jusqu'à son embauche, en 1859, par le « Bureau des commissaires catholiques romains de la cité de Montréal ». Ce parcours est singulier dans une société canadienne française où le collège classique constitue le creuset des élites. Après l'école primaire, Archambault aurait poursuivi son apprentissage, à la maison, auprès d'hommes cultivés avant de débiter sa carrière dans l'enseignement, en 1851, à l'âge de 17 ans. Six ans plus tard, il entreprend des études à l'École normale où, sans être un élève doué, il se fait grandement apprécié de ses maîtres dont l'abbé Verreau, le directeur de l'institution.

Dans les deuxième et troisième chapitres, l'auteur revisite des terrains d'enquête qu'il avait déjà balisés sur la CECM et l'École Polytechnique. Ces deux chapitres n'apportent pas de nouveaux éléments sur l'évolution de ces deux institutions. L'auteur veut montrer la contribution majeure d'Archambault à la consolidation du système d'écoles élémentaires publiques à Montréal, à la reconnaissance de la profession enseignante et, enfin, à la création de l'École Polytechnique. À l'arrivée d'Archambault dans la métropole, la CECM était une institution mineure dans le champ de l'éducation. La compétence académique du nouvel enseignant, ses talents d'administrateur, ses liens privilégiés avec certains commissaires dont Gédéon Ouimet, ainsi que sa présence active dans la société civile montréalaise de l'époque, lui permettent de gravir rapidement les échelons dans la nouvelle commission scolaire et de contribuer grandement à son essor. L'auteur présente la tâche accomplie par Archambault à la CECM à partir de trois sujets spécifiques : l'imposition d'une nouvelle taxe scolaire à Montréal, le voyage

d'étude aux États-Unis comme représentant de la CECM en 1870 et, enfin, l'inauguration de la nouvelle académie commerciale de Montréal en 1872. Dans le chapitre suivant, l'auteur présente l'opportunisme d'Archambault qui, devant le désintéret de l'Université Laval, récupère à son profit, sous l'égide la CECM, le projet de créer une école polytechnique pour former, en français, des ingénieurs. L'auteur reconnaît les limites de la formation académique proposée dans cette école polytechnique et le profil étonnant de son fondateur, un ancien élève dont les notes étaient plutôt faibles dans le domaine des sciences.

Dans le quatrième chapitre, l'auteur examine les différents conflits impliquant Archambault. Si plusieurs journaux le louangent comme un excellent représentant du Québec à l'exposition universelle de Paris; ce succès en France, pays du laïcisme, lui vaut de nombreuses critiques des Ultramontains québécois. Dans le contexte politico-religieux de l'époque, cette nomination s'avère presque un cadeau empoisonné pour ce conservateur modéré, fortement attaché à la religion catholique, qui se voit ainsi soupçonné, voire accusé, de sympathie laïciste, voire d'appartenance à la franc-maçonnerie. Les Ultramontains s'opposent aux actions du surintendant des écoles de la CECM qui cherche à favoriser la professionnalisation de l'enseignement et la modernisation des méthodes pédagogiques, et aussi à exercer un contrôle sur l'ensemble des écoles publiques sous sa juridiction. Le frère Réticius incarne la résistance des clercs ultramontains contre les directives des commissaires de la CECM et surtout contre les politiques de leur surintendant. Dans cette période où sévit la crise économique, plusieurs articles de journaux dénoncent la lourdeur des taxes scolaires et les dépenses jugées excessives de la CECM. Ces attaques répétées vont finalement mener au déclenchement d'une commission d'enquête sur l'administration des écoles de Montréal. Archambault, « l'homme des commissaires », constitue la cible privilégiée des détracteurs de la CECM. Les critiques évoquent son cumul de fonction et de salaires (surintendant local, principal de l'Académie du Plateau et de l'École Polytechnique), sa résidence d'office, ses voyages à l'étranger, son influence auprès du surintendant de l'instruction publique et du principal de l'École normale Jacques-Cartier, ainsi que son parti pris pour les professeurs laïcs. Le contrat accordé à son frère Louis lors la rénovation de l'Académie du Plateau sert d'exemple pour

démontrer l'influence induite du surintendant sur les commissaires. Cette enquête révèle l'opposition des Ultramontains à des interventions d'un pouvoir laïc, même conservateur et catholique, dans la sphère de l'éducation et la réticence d'une grande partie des catholiques, irlandais ou canadiens français, à contribuer à l'instruction publique. Archambault doit également lutter pour la défense des instituteurs laïcs, l'amélioration de leurs salaires et la création d'une caisse de retraite. Durant cette même période, la commission des écoles protestantes fait des pressions auprès du gouvernement provincial afin d'accroître sa part dans la répartition des taxes scolaires à Montréal qui, pourtant, l'avantage déjà. L'auteur souligne le rôle d'Archambault pour contrer ce projet « par l'entremise de son ami Ouimet » (212). « L'homme des commissaires » ne compte pas seulement sur cet ami dans ses combats contre les forces ultramontaines ou la Commission des écoles protestantes. Archambault occupe dans la sphère de l'éducation et dans la société civile montréalaise des positions multiples qui lui assurent une entrée privilégiée dans divers lieux de pouvoir.

Dans le dernier chapitre, l'auteur présente les convictions religieuses et les allégeances politiques de son personnage, ainsi que certains éléments de sa vie personnelle et familiale. Cible des Ultramontains, Archambault se montre pourtant, tant dans sa correspondance que dans ses actions, un catholique fervent adoubé chevalier de l'ordre du Saint-Sépulture par l'archevêque de Montréal, Mgr. Fabre, en 1882. Du point de vue politique, il est un conservateur modéré et nationaliste ayant réussi, selon l'auteur, à se gagner l'estime d'une grande partie de l'intelligentsia canadienne française. L'auteur revient aussi sur les critiques acerbes des certains clercs ultramontains qui dénoncent le surintendant Archambault comme un franc-maçon infiltré dans les institutions scolaires pour y assurer le triomphe du laïcisme. L'analyse de ces critiques que l'auteur qualifie de personnelles aurait pu être intégrée dans le chapitre précédent traitant des combats d'Archambault. Par ailleurs, la section sur sa vie familiale montre que cet homme à la carrière bien remplie et ayant connu une ascension sociale a toutefois eu son lot de malheurs personnels et familiaux. Cette partie éclaire aussi et surtout la forte différenciation des rapports à la sphère publique et à la sphère privée des hommes et des femmes de l'élite bourgeoise canadienne française de l'époque.

En somme, l'auteur a effectué une excellente biographie sociale de son personnage pour lequel il a toutefois été clément, sans doute par empathie, par rapport à certaines de ses actions moins avisées comme son conflit d'intérêt potentiel concernant le contrat de construction accordé à son frère par les commissaires de la CECM, son cumul de fonctions et de salaires auprès d'un même employeur et, enfin, sa pension perçue comme ancien enseignant alors qu'il était encore à l'emploi de la CECM.
Christian Dessureault, Université de Montréal

Enlightened Zeal: The Hudson's Bay Company and Scientific Networks, 1670–1870. By Ted Binnema. Toronto: University of Toronto Press, 2014. 488 p., notes, ill., bibl. ISBN 978-1-44261-47-58, \$37.95.

In his introduction to *Enlightened Zeal*, Ted Binnema notes that there has to date been no comprehensive treatment of science undertaken in the context of the chartered monopolies. This broad survey of science in the Hudson's Bay Company (HBC), specifically of the science that made it to outside recipients and the public domain, is an attempt to put that right, and the HBC is a perfect subject, given the extensive surviving archive on which Binnema draws.

Binnema's central argument is that 'the HBC's large contributions to science were made possible by the development of extensive networks that linked metropolitan and elite scientists, company directors, and HBC officers in North America (and to a lesser extent, HBC labourers and aboriginal people) in mutually beneficial and satisfying relationships' (xvi). The narrative identifies three broad periods. In its first century, the HBC made scant contribution to public knowledge and could even be a barrier to the dissemination of information. Minor exceptions came in efforts to locate the Northwest Passage and the work of individuals such as Christopher Middleton. This changed after the company became involved in the scientific activities surrounding the 1769 Transit of Venus. Henceforth, being seen to collaborate in scientific undertakings—exploration, surveying, cartography, and the observational sciences (astronomy, meteorology, natural history and ethnology)—became important to the company and its public image. This might include facilitating travel, collecting and transporting specimens, and allowing or encouraging company officers to participate.

A second turning point came with the merger with

the North West Company in 1821, ending decades of fierce territorial competition. Thereafter, the HBC and its officers productively collaborated and fed into European and American scientific discussions. The company supported Royal Navy explorations into the Arctic and in search of the Northwest Passage, as well as launching its own expeditions, including those of John Rae. It joined the "magnetic crusade," helping Toronto become an important scientific node following the foundation of the Magnetical and Meteorological Observatory. It also supported Paul Kane's attempts to document "western Indians" and the collecting activities of the Smithsonian Institution, which became the foremost repository of scientific knowledge about HBC territories.

Binnema is keen to emphasise throughout that "science is driven by interests" (294), with those of the HBC focusing on corporate image in its attempts to combat ongoing hostility towards monopolies. In this context, scientific practitioners' published praise for the company's support could be more powerful than any lobbying or advertising. Scientific collaboration could, however, be a double-edged sword: come the nineteenth century, the HBC found itself embroiled in the expansionist movements developing in America and Canada.

Enlightenment Zeal has much to say about the history of Canadian science and the emergence of Canadian national identity, and about broader themes too: commercial interest as a driver, and concomitant arguments for sharing or hoarding knowledge; the tension between exploration and science on expeditions purporting to undertake both; the importance of individual (rather than corporate) interest and participation. On this last point, Binnema notes that, "[s]cientific networks were maintained by the self-interest of the many that were involved in their intricate connections, but really flourished when sophisticated and empathetic scientists stirred the scientific enthusiasm of lay collectors" (289). He also notes that HBC territories were generally conducive to science: relatively free of disease, with a climate that was not too problematic for deploying instruments, and which provided an ideal laboratory for low-temperature investigations.

This is self-consciously a big picture narrative, with Binnema citing John Pickstone's *Ways of Knowing* (University of Chicago Press, 2000) in support. With this in mind, I felt that the narrative could more explicitly acknowledge the ways in which scientific practice changed over the period covered. Doing science in the late seventeenth